



Proche et Moyen-Orient — Analyse

En Iran, le pouvoir purge le camp de la réforme de ses rangs

Convaincus qu'une guerre avec les États-Unis est inévitable, les dirigeants de la République islamique s'emploient à faire taire toute voix dissidente et à cacher leurs faiblesses. Des témoignages indiquent cependant que le régime a dû faire appel à des miliciens irakiens pour mater l'insurrection.

Jean-Pierre Perrin

19 février 2026 à 15h34

On pourrait croire qu'il s'agit d'une vidéo de l'opposition iranienne. Elle montre des linceuls, encore des linceuls, des centaines de linceuls, alignés sous une pluie battante sur la place Azadi, à Téhéran, ou le long du célèbre pont Khadjou, à Ispahan, puis une mère enlaçant son enfant mort.

D'autres images ensuite, dont des champs de tulipes rouges, qui, d'après la légende, poussent grâce au sang versé par celles et ceux morts en martyres. Et leurs âmes se transformant en nuées d'anges aspirés par un puits de lumière. Enfin, une carte d'un Iran ligoté, avec ces mots, en persan et en anglais : « *Notre patrie saigne, ne regardez pas ailleurs, soyez notre voix.* »

Réalisées grâce à l'intelligence artificielle (IA), ces images proviennent du compte Instagram d'une figure de la République islamique, Gholamhossein Karbaschi, actuel chef de file des *Kargozaran* (les « reconstructeurs »), une des principales factions qui se disputent le pouvoir. Celle-ci, alliée aux réformateurs, avait permis l'élection, en 2024, de l'actuel président Massoud Pezeshkian.



Gholamhossein Karbaschi à Téhéran le 1er mars 2024. © Photo Fatemeh Bahrami / Anadolu via AFP

S'il s'est toujours opposé aux ultras du régime, ce qui lui a valu d'être emprisonné à deux reprises, Gholamhossein Karbaschi a toujours été un fervent défenseur de la République islamique. Gouverneur d'Ispahan puis maire de Téhéran (de 1989 à 1998), ce religieux doit beaucoup à l'ancien président Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani, qui fut l'un des principaux fossoyeurs des aspirations démocratiques des Iraniens après la révolution islamique de 1978.

L'ancien maire, qui n'a donc rien d'un « modéré », ne renie nullement celui qui était surnommé « le requin » et dont les deux mandats (de 1988 à 1995) ont été entachés, déjà, par la répression sanglante de soulèvements populaires. Mais il semble tout de même avoir pris ses distances avec le pouvoir.

« *Je condamne ce qui s'est passé. Une manifestation qui dégénère en catastrophe est inadmissible. Même s'il y a eu des instigateurs, les forces de sécurité doivent répondre de leurs actes* », a-t-il déclaré dans un récent entretien au site *IranWire* (proche de l'opposition). Il a aussi qualifié les manifestations de janvier de point de rupture sans précédent, « *non seulement dans l'histoire de la révolution islamique, mais aussi dans l'histoire globale de l'Iran* ».

Curieusement, alors que la moindre dissension avec le régime peut entraîner une arrestation immédiate ou une convocation avec menaces, le chef des *Kargozaran* n'a pas été interpellé. En revanche, son journal *Ham-Mihan* a été officiellement suspendu le 18 janvier. Ce titre de

presse avait comparé, dans un éditorial, la situation actuelle à celle de 1979, quand la révolution islamique avait triomphé.

Le même journal a par ailleurs publié un article de la journaliste Elaheh Mohammadi sur l'impact de la répression sur les soins médicaux. Cette journaliste était déjà célèbre en Iran pour avoir osé rendre compte des funérailles de Mahsa Amini – dont la mort, en septembre 2022, avait déclenché le mouvement Femme, vie, liberté –, ce qui lui avait valu de purger près de deux années de prison.

Leaders réformateurs arrêtés

En revanche, le régime a été sans pitié avec plusieurs leaders de la coalition du Front des réformateurs. Dans un communiqué publié le 1^{er} février, celui-ci avait dénoncé la violence de la répression et proposé la création d'une « *assemblée du salut* ».

Parmi les cinq figures arrêtées par les Pasdarans (Gardiens de la révolution), figurent la secrétaire générale du mouvement Azar Mansouri, son porte-parole Javad Emam et deux anciens députés, Ebrahim Asgharzadeh et Ali Shakouri Rad, qui avait été l'un des directeurs de campagne de Massoud Pezeshkian.

Ces personnalités ont été relâchées sous caution après plusieurs jours de détention. Les lourdes charges retenues contre elles sont toutefois passibles de longues années de prison : « *atteinte à l'unité nationale* », « *coordination avec la propagande ennemie* » et « *création de mécanismes subversifs secrets* ». La dernière accusation semble faire référence à une récente réunion dont le but était, selon la BBC en persan, qui cite des sources proches du courant réformateur, de former cette « *assemblée du salut* » dont parle le communiqué.

Les réformateurs se sont très largement discrédités auprès de la population, qui les accuse de duplicité, voire de complicité.

Ce n'est pas la première fois que les réformateurs sont la cible du *nizam* (le « système »). Ce terme « parapluie » sert à désigner tout à la fois le Bureau du Guide suprême Ali Khamenei, l'institution judiciaire qui organise la répression, le corps des Gardiens de la révolution qui la

met en œuvre et le Conseil suprême de sécurité nationale, nouvellement créé à l'issue de « la guerre des douze jours » de juin 2025, conduite par Israël et les États-Unis.



Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, à Téhéran (Iran) le 17 février 2026. © Photo ZUMA Press Wire / Sipa

En 2009, le mouvement des réformateurs avait ainsi subi une répression implacable, après la contestation de l'élection de l'ultra-fundamentaliste Mahmoud Ahmadinejad par des millions d'Iranien-nes dans les rues. Depuis, ces cadres ont retrouvé leur place au sein de la République islamique. Ils ont même remporté, grâce à leur alliance avec les *Kargozaran*, deux élections présidentielles. Au fil des années, ils se sont cependant très largement discrédités auprès de la population.

Celle-ci les accuse de duplicité, voire de complicité avec les forces conservatrices, à l'image du président Pezeshkian. Par ailleurs, ils sont à présent divisés en deux groupes. Le premier réclame la rédaction d'une nouvelle Constitution et l'instauration d'un nouveau système de gouvernement. Le second, auquel participe l'ancien président Mohammad Khatami, insiste sur la nécessité de dépasser les lignes rouges fixées par le Guide suprême, c'est-à-dire la critique de sa personne, et l'ouverture de négociations directes (sans médiation) avec les États-Unis.

Au total, cette composante du régime ne représente donc pas une menace pour ce que les spécialistes appellent « l'État profond iranien ». Mais celui-ci n'entend plus tolérer la moindre dissidence.

« *Le régime a tellement purgé ses rangs qu'il ne lui reste plus grand monde à qui s'en prendre*, remarque l'historien Clément Therme, auteur d'*Idées reçues sur l'Iran*. Un

pouvoir à bout de souffle ? (Le Cavalier bleu, 2025). Cela dit, on voit qu'il a tenu bon. Il y a sans doute des dissensions à l'intérieur du pouvoir mais on ne les voit pas. »

Selfies avec les cadavres

Des signes, cependant, montrent que le pouvoir s'inquiète de perdre sa capacité de contrôler la population par la force. Il dispose déjà de puissantes forces anti-émeutes, de 200 000 à 300 000 hommes, qui constituent sa première ligne de défense ; des quelque 450 000 miliciens du *bassidj*, une force paramilitaire chargée du contrôle social ; et d'environ 150 000 Pasdarans repartis dans 32 centres à travers tout le pays. Mais il a dû faire appel à des supplétifs venus de l'extérieur de l'Iran.

Les accusations contre le régime d'utiliser des miliciens irakiens, afghans, pakistanais et libanais pour l'aider à mater les manifestations ne sont pas nouvelles. *« Mais jusqu'à présent, indique Clément Therme, elles n'avaient jamais pu être documentées. Pour la première fois, il y a deux sources directes concordantes pour chaque milicien identifié. On a dépassé le stade de la rumeur. Dans le contexte iranien, c'est exceptionnel. »*

Pas moins de 800 supplétifs issus des milices chiites irakiennes les plus radicales sont venus en bus appuyer le régime.

Selon les témoignages recueillis par l'ONG Iran Human Rights (IHRNGO), ces miliciens sont notamment intervenus à Karaj, dans la grande banlieue de Téhéran, où la contestation a été particulièrement forte, avec un nombre de victimes considérable.

« Les 8 et 9 janvier, les rues de Karaj étaient noires de monde. Et les gens ont été massacrés. Leur brutalité était

telle qu'ils ne montraient envers nous aucune pitié. Ils parlaient arabe entre eux. Sous nos yeux, ils ont achevé les blessés, même ceux dont les blessures étaient légères. Ils ont même pris des selfies avec les corps », a déclaré l'un des témoins sous couvert d'anonymat.

Selon la chaîne d'information Iran International, basée en Grande-Bretagne et proche de l'opposition, pas moins de 800 supplétifs issus des milices chiites irakiennes les plus radicales sont venus en bus appuyer le régime, sous couvert de se rendre en pèlerinage au sanctuaire de l'imam Reza à Mecched (Est de l'Iran). Selon la chaîne CNN, qui cite une source sécuritaire irakienne, leur nombre pourrait s'élever à près de 5 000.

De son côté, le groupe de réflexion Institute for the Study of War, basé aux États-Unis, a relevé que plusieurs officiers supérieurs avaient été remplacés et d'autres nommés pendant les émeutes, ce qui pourrait indiquer des dysfonctionnements au sein de la chaîne de commandement et *« un problème critique avec les titulaires de ces postes »*.

Pendant ce temps, le pouvoir s'acharne contre la Prix Nobel de la paix Nargess Mohammadi. La journaliste a été condamnée, le 8 février, à six ans de prison pour *« rassemblement et collusion en vue de commettre des crimes »* et à un an et demi pour *« activités de propagande »*. Il y a quelques jours, le Comité Nobel a indiqué avoir reçu des informations crédibles selon lesquelles elle avait été violemment agressée pendant sa détention.

Par ailleurs, on compte à présent cinquante-quatre prisonniers politiques condamnés à la pendaison, dont deux femmes. Parmi eux, un jeune soldat qui avait refusé de tirer sur la foule.

Jean-Pierre Perrin